



Déclaration préalable
CAPD du 11 avril 2019



Le mardi 19 mars plus de 50 % des enseignants du premier degré dans le Jura étaient en grève, de nombreuses écoles étaient fermées (plus d'une sur deux à Lons) pour s'opposer au projet de loi ministériel.

En France, face à la colère qui s'exprime depuis plusieurs mois, la seule réponse gouvernementale est d'une part la répression et la violence, comme nous avons pu la vivre le samedi 30 mars à Besançon alors que la manifestation se déroulait dans une ambiance très sereine, et d'autre part l'accélération de réformes régressives avec l'obsession d'une réduction de la dépense publique, dont les buts à peine dissimulés sont : toujours plus de cadeaux au privé et la privatisation des services publics pour encore une fois favoriser l'enrichissement des « grands » de ce monde.

Malgré les velléités affichées lors du « grand débat », le gouvernement s'engouffre dans la voie de l'autoritarisme. Ce n'est pas bon signe, car c'est surtout celui d'un pouvoir étrié en perte de légitimité qui cherche à diriger par le passage en force, certain d'avoir raison contre tous, en faisant passer le maximum de contre-réformes possible.

Concernant la fonction publique, le gouvernement veut mettre en œuvre rapidement une réforme d'ampleur de la Fonction Publique, le projet de loi a été présenté au conseil des ministres le 27 mars. Ce texte modifierait en profondeur le recrutement et la gestion des personnels en fragilisant le statut sous prétexte de rigueur budgétaire et de modernisation : fusion des CT et CHSCT en Comité Social d'Administration, réorganisation des CAP avec la suppression de leurs compétences notamment en matière d'avancement et de mutation.

Ce texte prévoit la multiplication des recours aux contrats plutôt qu'à des recrutements de fonctionnaires, et la suppression de 120 000 postes permis grâce à un plan social. Le SNUipp-FSU s'oppose à ce projet de loi et revendique le respect des droits des fonctionnaires, un fonctionnement démocratique du service public, des créations d'emplois à hauteur des besoins, des salaires revalorisés et un rattrapage du pouvoir d'achat. Face aux inégalités sociales et territoriales, au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, la Fonction Publique a un rôle important à jouer. C'est pourquoi nous serons en grève le 9 mai afin de défendre LA fonction publique.

Nous serons également dans la rue le 18 mai pour demander le retrait de la loi Blanquer, parfaite illustration de la grande braderie du Service public ! Car derrière les mots confiance, volontariat, projets, choix, se cache une attaque sans précédent de l'école publique redessinée à la sauce libérale : concurrence entre écoles, manne offerte au privé, parcours privilégiés pour écoliers privilégiés, éducation au rabais pour les autres.

Et pour continuer monsieur l'inspecteur, permettez-nous une série d'illustrations non exhaustive des conséquences de la logique Néolibérale appliquée à l'école.

Le Mouvement

Aujourd'hui dans notre département, le mouvement se met en place sans que ni les collègues qui y participent, ni les services n'en connaissent réellement « les règles du jeu » qui évoluent au jour le jour donnant l'impression de jouer à la roulette Russe ! On nous parle de confiance, nous nous disons mépris !

Le SNUipp-FSU rappelle son opposition à ces nouvelles modalités du mouvement intra départemental imposées par le ministère, dans le plus grand mépris des personnels qui ont œuvré à son bon déroulement jusqu'à présent, qui conduiront à une mobilité forcée sans prendre en compte l'aspect humain, les droits des personnels et leur qualité de vie.

C'est une négation du paritarisme qui avait permis la construction progressive de règles départementales adaptées aux spécificités locales.

L'impréparation du ministère et l'absence de réelle formation des personnels administratifs pour mettre en œuvre ces nouvelles directives, le manque, voire l'absence d'information sur le fonctionnement du logiciel, les informations contradictoires tenues par le ministère risquent fort de conduire à un fiasco qui touchera des milliers de collègues. Cela légitime la demande de suppression du logiciel de la part de notre organisation syndicale et le retour aux anciennes règles.

Formation initiale

Le nouveau référentiel « *Former aux métiers de l'enseignement* » prévoit un recentrage sur les fondamentaux, tout en réduisant la part des autres disciplines, de la recherche et de la didactique dans la formation initiale.

La place du concours annoncée en fin de M2 par le ministre, reculera de fait l'entrée dans la carrière d'un an, précarisant ainsi un grand nombre d'étudiants et constituera un vivier d'étudiants formés susceptibles d'être contractualisés. Le SNUipp-FSU continue de défendre un autre projet pour la formation.

Pour la cinquième année consécutive, le SNUipp-FSU enquête sur les conditions de formation des stagiaires dont il rendra publics les résultats.

CAPPEI

Une fois encore, les départs en formation CAPPEI ne permettront pas de pourvoir tous les postes de l'ASH restés vacants dans les différents dispositifs, les structures et les établissements. Une attention particulière devrait être apportée à l'EREA, établissement où les personnels et les usagers sont en souffrance.

En conclusion

Comme les gouvernements de l'ère Sarkozy qui ont en grande partie cassé l'école, notamment par des reprises de postes massives, la suppression des RASED et de la formation initiale, les gouvernements de l'ère Macron imposent leurs projets simplistes pour l'Ecole et ses personnels, ainsi que pour la fonction publique en l'attaquant dans ses statuts et son fonctionnement, afin, disent-ils de la diriger plus efficacement sans s'encombrer de dialogue social.

Rétrograde, réactionnaire, ce pouvoir d'oligarques et de lobbyistes, malgré de sévères avertissements de la part de son peuple, s'enferme sans intelligence politique autre que la prétendue efficacité d'un management hiérarchique tout puissant avec pour seul but de marchandiser la France et ses services publics. Preuve en est dans le Jura, la tentative d'instrumentalisation des parents d'une école de sa circonscription par Mme BRULEBOIS, député de la majorité gouvernementale, qui remet en cause le professionnalisme d'une de nos collègues.

Nous continuerons de dénoncer haut et fort dans la rue à travers différentes actions, les 1^{er}, 9 et 18 mai, les incohérences de cette loi de l'école de la confiance malgré toutes les tentatives d'intimidation de ce gouvernement et ses représentants !